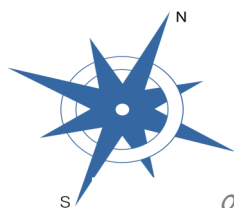


LE FIL CONTINU



ADEC-NS

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud

Organisme disposant du Statut consultatif spécial au Conseil Economique et Social de l'ONU

Newsletter N°41 14 octobre 2014

- L'Europe et les pays du Golfe : Enjeux et défis communs.....2
- Actualités économiques4
 - Environnement4
 - Nouvelles technologies.....4
 - Coopération internationale.....5
- Actualités de l'ADEC-NS.....5

Le saviez-vous ?



En termes géographiques, le golfe est un bras de l'océan qui pénètre la Terre. Le Golfe persique est donc un bras de l'océan indien. Sa superficie est d'environ 615 km (990 km) en longueur et il dépasse rarement une profondeur de 300 pieds (90 m).

Il est relié à la mer d'Oman et la mer d'Arabie à travers le détroit d'Ormuz. Il borde le royaume de Bahreïn, les Émirats arabes unis, Oman, l'Arabie Saoudite, le Qatar, le Koweït, l'Irak et l'Iran. Il a longtemps été une route commerciale maritime entre le Moyen-Orient et l'Asie du Sud; son économie moderne est dominée par la production de pétrole. La plupart de ces pays sont membres du Conseil de Coopération du Golfe.

Edito

L'Europe et les pays du Golfe Persique ont de nombreux objectifs communs : stabiliser les marchés financiers internationaux, inscrire l'économie mondiale dans une stratégie de développement durable, régler de manière équitable et pacifique les conflits de la région, sans exclure Israël et l'Iran, en soutenant le dialogue interculturel, en multipliant les partenariats technologiques et universitaires et en améliorant les conditions de travail et de santé.

Tous ces éléments participent à un intérêt général commun. Quand on pense au potentiel conjugué de l'Europe et de la région du Golfe - à la pointe des sciences et des savoir-faire, aux mines de ressources financières et de matières premières, au brassage des cultures et à la mobilité humaine- alors nous avons une idée de la façon dont ces deux régions pourraient contribuer à surmonter la crise que traverse notre système économique globalisé. En travaillant ensemble, nous pouvons accéder à une croissance durable.

L'Europe traverse une phase difficile dont la porte de sortie n'est pas le repli sur soi mais au contraire l'ouverture sur le monde. Plusieurs défis sont à relever, parmi lesquels éradiquer le chômage, contenir l'évolution démographique, faire face à la concurrence des pays émergents et relancer la croissance. C'est pourquoi il est important que les européens tirent des leçons de leurs échecs et restent réceptifs vis-à-vis des ensembles régionaux plus attractifs. Par ailleurs, les pays du Golfe ne perçoivent pas toujours le potentiel de l'Europe, ou ne savent pas par où l'aborder. Par facilité, ils privilégient alors des partenariats outre-Atlantique, pourtant géographiquement moins naturels.

Or, la région du Golfe persique offre un potentiel élevé à notre Europe en crise. Pour faire face à une pénurie des ressources pétrolières, ces pays s'engagent dans une diversification accrue de leurs secteurs économiques. En l'espace de quelques années la région s'est dotée de centres de recherches, de pôles de développement scientifique et technologique d'excellence sans parler d'une modernisation spectaculaire de ses villes et des infrastructures immobilières, sportives et touristiques.

Dans ce contexte de crise globale, il est essentiel pour l'Union européenne d'agir main dans la main avec les ensembles régionaux limitrophes. Si l'UE négocie actuellement la mise en place d'un accord de libre-échange avec les Etats-Unis, le TAFTA (*Trans-Atlantic Free Trade Agreement*), elle ne doit pas ne doit pas ignorer la force d'attractivité de la péninsule arabique. La consolidation du partenariat entre le Conseil de Coopération du Golfe et l'Union européenne permettrait de diversifier les champs de coopération de l'Europe.

L'équipe de l'ADEC-NS

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4
Téléphone : 05 67 16 15 16
Télécopie : 05 61 39 89 34
Site Internet : www.adecons.fr

L'Europe et les pays du Golfe : Enjeux et défis communs

Une organisation régionale, le Conseil de Coopération du Golfe (CCG)



La CCG est une alliance qui vise à renforcer la coopération économique ainsi que la sécurité collective entre les pays du Golfe persique afin de se prémunir contre toute menace de la part des Etats voisins et contre l'extrémisme islamiste. Créé en mai 1981, en contre-réaction à la Révolution islamique en Iran, le CCG est composé de six Etats membres : l'Arabie saoudite, le Koweït, les Emirats arabes unis, Oman, Qatar et Bahreïn. Ces Etats partagent des valeurs politiques, économiques, sociales et culturelles communes. Ce sont des monarchies ou des émirats autocratiques avec une participation politique limitée ou inexistante. Par ailleurs, les pays du CCG possèdent près de la moitié des réserves pétrolières de la planète ce qui leur permet d'assurer des excédents budgétaires.

En 1984, le CCG s'est doté d'un embryon de force de défense collective : « *le Bouclier de la Péninsule* ». Cependant, le déploiement de ce système de défense reste rare et très controversé. Son intervention de mars 2011 au Bahreïn pour renforcer la sécurité lors des manifestations anti-gouvernementales a été dénoncée par les organismes de défense des droits de l'homme. Sur le plan économique, le CCG a mis en place un marché commun en 2008. D'autres projets sont en cours pour approfondir la coopération entre les pays membres, dont l'adoption d'une monnaie unique.

L'enjeu principal du CCG est de servir les intérêts de la « nation arabe » en unissant les forces des pays signataires pour construire un avenir meilleur. Pour ce faire, la charte du CCG se donne plusieurs objectifs, parmi lesquels :

- Assurer la coordination, l'intégration et l'interconnexion entre les États membres dans tous les domaines afin de parvenir à l'union de leurs actions
- Approfondir et renforcer les liens entre leurs peuples.
- Standardiser les normes et les réglementations dans les affaires économiques et financières, le commerce, les droits de douane, les moyens de communication, l'Éducation, la culture, les affaires sociales, la santé publique, les Médias, le tourisme et l'Administration.
- Stimuler le développement scientifique et technologique dans l'industrie, les ressources minières, l'agriculture, la gestion de l'eau en encourageant les partenariats publics/privés dans l'intérêt général de leurs peuples.

Structure organisationnelle :

1. Le Conseil suprême est la plus haute autorité du CCG. Composé des chefs d'Etat des Etats membres, il est garant de l'interprétation de la charte du CCG. Une Commission de règlement des différends est rattachée au Conseil suprême et statue sur les conflits entre les membres.
2. Le Conseil des ministres réunit les ministres des Affaires étrangères des Etats membres ou d'autres ministres délégués tous les trois mois.
3. Le Secrétariat général est composé d'un secrétaire général, de secrétaires généraux adjoints, et de plusieurs sections d'affaires (économiques, politiques, militaires, environnementales etc...)

L'état des relations entre l'Union européenne et le CCG

Les relations entre l'UE et le CCG sont essentiellement basées sur des accords bilatéraux dans le cadre de l'accord de coopération de 1988. Cet accord vise à :

- renforcer la stabilité dans une région d'une importance stratégique
- faciliter les relations politiques et économiques
- élargir la coopération économique et technique
- élargir la coopération sur l'énergie, l'industrie, le commerce et les services, l'agriculture, la pêche, l'investissement, la science, la technologie et l'environnement.

L'accord prévoit la tenue de réunions ministérielles conjointes annuelles (entre l'UE et les ministres des Affaires étrangères du CCG), ainsi que la création de comités mixtes de coopération au niveau des hauts fonctionnaires. La délégation de l'UE en Arabie Saoudite est accréditée auprès de cinq pays du CCG (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar et Arabie Saoudite). Une deuxième délégation a ouvert à Abu Dhabi dans la seconde moitié de l'année 2013 et couvre les Émirats arabes unis.

Malgré l'initiative européenne pour un partenariat stratégique avec le Moyen-Orient de Juin 2004, les relations politiques entre l'UE et les États du CCG restent caractérisées par le bilatéralisme. Les États du CCG, ainsi que les États membres de l'UE, cherchent avant tout à maintenir des relations bilatérales et personnelles avec les Etats partenaires de l'autre région.



L'Europe et les pays du Golfe : Enjeux et défis communs



Certains pays de l'UE possèdent des liens historiques avec la région et privilégient leurs interlocuteurs historiques tandis que les pays du CCG ne considèrent pas tous les Etats européens comme des acteurs stratégiques pertinents. Cette approche empêche la mise en place d'une coopération globale avec l'UE dans son ensemble. Pourtant, afin de développer et d'établir une coopération durable entre l'Europe et les Etats arabes du Golfe, il est essentiel d'aller au-delà du bilatéralisme. Les questions d'intérêt commun, ainsi que les structures interrégionales déjà existantes offrent différents points de départ pour un renforcement du partenariat UE-CCG

Potentiel politique

Les relations entre l'Union européenne et les pays du Conseil de coopération du Golfe présentent un grand potentiel de coopération politique. L'importance de la région du Golfe comme partenaire politique, fournisseur d'énergie, investisseur international, et comme marché de consommation pour l'Europe est immense. Les intérêts stratégiques pour les deux ensembles régionaux sont réciproques. L'UE et ses Etats membres fournissent aux Etats arabes du Golfe l'opportunité de diversifier leurs relations extérieures et d'équilibrer les rapports de force dans la région. La réussite du modèle d'organisation régionale et d'intégration européenne offre également des perspectives intéressantes pour l'approfondissement de l'intégration régionale au sein même du Conseil de coopération du Golfe. La région veut jouer pleinement son rôle de plaque tournante du commerce entre le Moyen-Orient, l'Asie, l'Afrique et l'Europe.

Intérêts économiques

Le CCG est le cinquième plus grand marché d'exportation de l'UE avec 95 milliards d'euros d'exportations en 2013. L'UE est le principal partenaire commercial du groupement, avec des flux commerciaux totalisant 152 milliards d'euros soit 13% du commerce mondial de la GCC. Par ailleurs, l'Europe et les Etats arabes du Golfe jouent un rôle important dans l'économie mondiale de part leur pouvoir décisionnel et leur influence dans les cadres institutionnels économiques comme le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale. Ils partagent un défi commun : celui de surmonter la crise économique et financière par l'établissement d'un ordre économique et financier international fondé sur les principes de transparence, de responsabilité et de durabilité. Par ailleurs, les pays du Golfe amorcent des efforts en termes de justice sociale et de garantie des droits fondamentaux comme le montre la création de la Cour arabe des droits de l'Homme qui siège au Bahreïn depuis septembre 2013.

Enjeux sécuritaires

En ce qui concerne les trois défis régionaux du siècle, le conflit israélo-arabe, l'Iran et l'Irak, l'UE et le CCG partagent de nombreux intérêts géostratégiques. Dans le contexte encore houleux du conflit israélo-arabe, accorder un poids plus important aux pays du Golfe dans les négociations aux côtés de l'UE et des Etats-Unis pourrait faciliter l'application d'un accord de paix. Comme l'ont montré les événements récents en Irak, l'Europe et les Etats arabes du Golfe sont engagés dans une coalition avec les Etats-Unis et déploient les ressources nécessaires pour aider le nouveau gouvernement irakien à anéantir les combattants de « l'Etat islamique ». Les difficultés rencontrées pour la définition du cadre d'intervention sont en grande partie dues à l'absence de partenariat institutionnel en termes de défense. La mise en place d'un système régional pour la coopération en matière de sécurité intérieure (police, contrôle des frontières, services de renseignement) dans la région –à l'image de la politique de sécurité intérieure européenne– permettrait une meilleure gestion des flux d'armes et des menaces terroristes.

Synergie des politiques environnementales

L'UE cherche à diversifier son approvisionnement énergétique, et le CCG a un intérêt dans la diversification de sa clientèle. Pour ce faire, le Conseil de coopération du Golf mise sur le développement des énergies alternatives, les techniques d'optimisation de l'efficacité énergétique, et la capture et stockage du carbone (CSC). Tous ces défis environnementaux et technologiques représentent un intérêt commun aux deux ensembles régionaux. L'UE joue un rôle international de premier plan dans le développement de ces technologies et a donc un intérêt particulier à trouver des partenaires d'investissement. La coopération sur ces questions devrait bénéficier d'un soutien politique fort. Le Plan solaire méditerranéen qui a été convenu dans le cadre de la création de l'Union pour la Méditerranée pourrait servir d'exemple pour un projet similaire entre l'UE et le CCG. Une coopération environnementale pourrait également voir le jour dans le domaine de la gestion des déchets et de l'amélioration de la qualité de l'air.

Sources : *European Union External Action, BBC, Gulf News, The Cooperation Council for the Arab States and the Gulf* : <http://www.gcc-sg.org/eng/>,
« Les pays du CCG : nouvelles puissances du monde arabe ? » de Roger BERTOZZI

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4
Téléphone : 05 67 16 15 16
Télécopie : 05 61 39 89 34
Site Internet : www.adecons.fr

Actualités économiques

Environnement

Cinq mythes sur la transition énergétique allemande

Difficile de penser la transition énergétique de la France sans se référer à celle engagée par le voisin allemand et son accélération après la catastrophe de Fukushima. Sans forcément bien la connaître, estime la fondation Heinrich Böll, proche des Verts allemands. Celle-ci a publié avec l'ONG Réseau action climat un document intitulé. *"En finir avec les idées reçues sur la transition énergétique en Allemagne". "Entre dénonciation et application sans recul du modèle allemand dans l'Hexagone... Mieux vaut savoir distinguer les mythes de la réalité avant de prendre position !"* Dont acte, avec la remise en question de cinq "mythes" sur l'Energiewende. (...)

[Lire la suite](#) - Usine Nouvelle

Afrique : Neodyss valorise le gaz perdu par l'industrie pétrolière

Fondée par deux jeunes ingénieurs français passionnés par l'Afrique et son développement, la startup Neodyss veut changer le quotidien de milliers d'Africains en leur donnant accès au gaz perdu des torchères de l'industrie pétrolière. Préparant déjà l'ouverture de sa 2ème ligne de production pour la fin de l'année, Neodyss entend ensuite développer son modèle au niveau technologique mais aussi géographique. Pierre-Alexandre Nicq, son Président et fondateur, nous explique son projet entrepreneurial, environnemental et social.

[Lire la suite](#) - La Tribune



Nouvelles technologies

La maison connectée

Un trousseau de clés, mais pour quoi faire? Ouvrir la porte de son domicile peut se faire au doigt et à l'œil. La technologie existe. Elle propose une demi-douzaine de serrures connectées à partir du smartphone. Leurs avantages? Ouvrir automatiquement la serrure lorsqu'on s'en approche ou la refermer quand on s'en éloigne, mais aussi recevoir une alerte quand quelqu'un frappe à la porte ou en cas d'ouverture. Innovation parmi d'autres. Après le bureau et l'auto, le domicile se digitalise donc aussi: thermostats, électroménager, détecteur de fumée, caméra de surveillance, station météo, ampoules connectées, le marché de la "smart home" – anciennement, la domotique – est en plein essor. (...)

[Lire la suite](#) - Le Nouvel Economiste

Fab labs d'entreprise, des usines numériques et collaboratives

Le concept de fab lab se professionnalise et séduit de plus en plus d'industriels. Découvrez sept de ces lieux de prototypage numérique collaboratif. TechShop ou ProtoSpace, CreativeLab ou Fabrique, Fabemake ou Usine IO... Les fab labs professionnels, ouverts au public ou internes à une entreprise, se multiplient. Mais mettre à disposition postes CAO, imprimantes 3D, fraiseuses et machines à découpe laser ne suffit pas. (...)

[Lire la suite](#) - Usine nouvelle



Le marketing sportif, nouvel eldorado des start-up

Wiziwig, iDalgo, Netco Sports, Opta... De plus en plus de start-up se lancent sur le marché florissant du marketing sportif. Ces entreprises qui s'appuient sur les nouvelles technologies fournissent aux medias, aux professionnels du sport ou au public, plusieurs contenus enrichis comme des infographies, des statistiques, ou encore des commentaires en temps réel de plusieurs événements sportifs. En France, la croissance de ce petit marché est estimée à 2% par an. Elle suit la croissance mondiale de l'ensemble du marché du marketing sportif qui est en constante progression depuis le milieu des années 2000. (...)

[Lire la suite](#) - Challenges

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4
Téléphone : 05 67 16 15 16
Télécopie : 05 61 39 89 34
Site Internet : www.adecons.fr

Actualités économiques

Coopération internationale

Afrique - Pays du Golfe : le grand réveil ?

Ils ne sont que sept pays africains dans les cinquante principaux partenaires des pays du Golfe, mais la donne est partie pour changer. Durant la décennie 2000, les relations commerciales ont bondi de 270 %. Pour les pays du Golfe, l'Afrique ne se limite désormais plus au Maghreb. (...) Les pays du Golfe sont plus portés sur l'investissement que sur l'aide au développement. Ils travaillent pour ainsi dire avec les pays africains comme avec n'importe quel autre partenaire. Autre élément : les pays du Golfe ne sont pas, contrairement à d'autres, focalisés sur le secteur des matières premières. Ils disposent de réserves de pétrole parmi les plus abondantes de la planète et, de fait, contribuent dans une certaine mesure à une plus grande diversification des économies subsahariennes.



[Lire la suite](#) - *Le Point Afrique*

Les défis de la politique régionale de la Turquie

Depuis plusieurs mois, il est de bon ton, chez de nombreux commentateurs, d'ironiser, de s'inquiéter pour certains, sur les évolutions de la politique extérieure de la Turquie. L'angle d'attaque de ces critiques est immanquablement de souligner la forte contradiction qui existe entre les déclarations passées, maintes fois répétées, de Ahmet Davutoglu, alors ministre des Affaires étrangères, sur le "zéro problème avec nos voisins" et la réalité actuelle de cette assertion.(...)

[Lire la suite](#) - *Affaires stratégiques*

Vers un modèle de cluster maghrébin spécifique

Dans les trois pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie) des concentrations géographiques d'activités, clusters spontanés ou organisés, ont été recensées. Certaines illustrent le phénomène naturel, parfois ancestral, d'agglomération productive. (...) Mais une nouvelle catégorie, en progression, est venue se rajouter à cette carte. Elle est constituée de clusters offensifs, dotés d'une gouvernance, tournés vers l'innovation et l'international. Bénéficiant d'appuis publics, ces clusters traduisent l'intérêt porté par les autorités publiques à cette nouvelle forme d'organisation. (...)

[Lire la suite](#) - *Econostrum*

Actualités de l'ADEC-NS



7e édition des Journées Méditerranéennes de l'Olivier

Organisée par l'Agro-pôle Olivier ENA Meknès

Du 21 au 23 octobre 2014 au « Complexe Administratif et Culturel des Habous (Meknès, Maroc)

[Plus d'information](#)



Le 21 octobre 2014

L'ADEC-NS rencontrera les services économiques de l'Ambassade de Suisse



Trophée des réseaux 2014

Le *Journal des entreprises* renouvelle le Trophée des réseaux, qui récompense un club local depuis cinq ans.

Renseignements Nuit des réseaux :

Alicia Ramini - a.ramini@lamelee.com / 06 69 02 85 31
Edouard Forzy - e.forzy@lamelee.com / 06 87 77 48 51).

Le *Journal des entreprises* propose de candidater en présentant une initiative originale de votre réseau en matière d'emploi .

Date limite des candidatures le 31 octobre.

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 - 31432 TOULOUSE CEDEX 4
Téléphone : 05 67 16 15 16
Télécopie : 05 61 39 89 34
Site Internet : www.adecons.fr